



**ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE (EPML)**

Direction Financière, Juridique et des Moyens  
Sous-direction juridique et de l'achat public  
Service de la commande publique  
75058 Paris Cedex 01

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
C.C.P.**

**Prestations de conservation-restauration, de conseil et suivi pour le remontage, au sein du département des arts de l'Islam de l'Etablissement Public du Musée du Louvre, d'un ensemble de panneaux de bois peints d'époque ottomane. Ces œuvres sont actuellement conservées au Centre de Conservation du Louvre à Liévin (Pas-de-Calais).**

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#).

Le présent C.C.P. comporte 32 pages (y compris la page de garde) numérotées de 1 à 32.

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	5
1.2 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ .....	5
1.3 VARIANTES OU PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLE (PSE).....	5
1.4 MODE DE PASSATION DU MARCHÉ .....	5
1.5 FORME DU MARCHÉ .....	5
1.6 DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	6
1.6.1 <i>Durée du marché</i> .....	6
1.6.2 <i>Délais d'exécution</i> .....	6
1.7 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE .....	6
1.8 SOUS-TRAITANCE .....	7
1.9 RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS (RSO).....	8
1.10 DONNÉES PERSONNELLES.....	9
1.11 MODIFICATION DU CONTRAT .....	9
<b>ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 3 – INTERVENANTS.....</b>	<b>10</b>
3.1 QUALIFICATION DES INTERVENANTS .....	10
3.2 MODIFICATION CONCERNANT LES INTERVENANTS.....	11
3.2.1 <i>Garantie de continuité des prestations</i> .....	11
3.2.2 <i>Comportement des intervenants</i> .....	11
<b>ARTICLE 4 – DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>12</b>
4.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	12
4.1.1 <i>Description des prestations pour la part forfaitaire</i> .....	12
4.1.2 <i>Description des prestations pour la part à commande</i> .....	17
4.2 OBLIGATION DE CONSEIL .....	17
4.3 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ .....	17
4.4 ACTIONS DE COMMUNICATION.....	18

4.4.1 PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE .....	18
4.4.2 PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE LIEU D'EXECUTION PAR LE TITULAIRE .....	19
4.5 RAPPORT D'INTERVENTION .....	19
4.5.1 Définition du rapport d'intervention .....	19
4.5.2 Cession des droits .....	19
<b>ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES .....</b>	<b>20</b>
5.1 RESPONSABILITÉ JURIDIQUE .....	20
5.2 PLAN DE PRÉVENTION .....	21
<b>ARTICLE 6 – GARANTIE .....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 7 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>23</b>
7.1 FORME DES PRIX .....	23
7.2 CONTENU DES PRIX : .....	23
7.3 VARIATION DES PRIX .....	23
<b>ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT .....</b>	<b>24</b>
8.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	24
8.2 MODALITÉS DE PAIEMENT .....	25
8.3 ADRESSE D'ENVOI DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	25
8.4 DÉLAIS DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES .....	26
8.5 AVANCE.....	27
8.6 TVA .....	27
8.7 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS .....	27
8.8 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	27
<b>ARTICLE 9 – CESSION OU NANTISSEMENT .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 11 – CONSTAT DE DEGRADATION.....</b>	<b>29</b>
11.1 PROCÉDURE DE CONSTAT DE DÉGRADATION.....	29
11.2 RÉPARATION .....	30
<b>ARTICLE 12– PENALITES.....</b>	<b>30</b>
12.1 PÉNALITÉS DE RETARD.....	30
<b>ARTICLE 13 - RESILIATION – LITIGES .....</b>	<b>30</b>

13.1 RÉSILIATION .....	30
13.2 LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX.....	31
<b>ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>31</b>

## ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de conservation-restauration, de conseil et suivi pour le remontage, au sein du département des arts de l'Islam de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après l'EPML), d'un ensemble de panneaux de bois peints syriens d'époque ottomane. Ces œuvres sont actuellement conservées au Centre de Conservation du Louvre à Liévin (Pas-de-Calais).

### 1.2 Décomposition du marché

Conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique, le marché n'est pas décomposé en lots. En effet, les prestations du marché constituent un ensemble cohérent qui ne comporte pas de prestations qui pourraient être définies comme distinctes.

### 1.3 Variantes ou prestations supplémentaires éventuelle (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

### 1.4 Mode de passation du marché

La présente consultation est passée selon **la procédure adaptée ouverte** en application des articles R.2123-1 3° et R.2123-4 du code de la commande publique.

Le marché appartient à la catégorie de services spécifiques suivante : Services récréatifs, culturels et sportifs.

Code CPV : 92521000-9 « Services de Musée »

### 1.5 Forme du marché

Le marché est un marché à **prix mixte** composé :

**A titre principal, une partie forfaitaire, rémunérée par un prix global et forfaitaire**, comprenant les opérations suivantes :

- Interventions de conservation-restauration sur un ensemble de panneaux de bois peints d'époque ottomane et marquage de chaque élément.
- Création, selon les préconisations, d'éléments manquants Restitutions afin de permettre le réassemblage et le remontage des panneaux formant une chambre
- Préconisations de conservation préventive
- Préconisations de remontage et de recontextualisation

**A titre accessoire, une partie à bons de commande**, en application des articles R. 2162-1 à R.

2162-16 du Code de la commande publique, pour les prestations de conseil, suivi et prestations complémentaires de conservation-restauration pour les interventions de remontage.

La partie à bons de commandes est passée sans minimum et avec un montant maximum fixé par période d'exécution ci-dessous :

❖ **Montant maximum sur la totalité du marché € HT : 15 000 €**

La répartition entre les prestations dues au titre de la part forfaitaire ou de la part à commande est détaillée dans le CCP.

Les bons de commande sont émis au cours de l'exécution du marché, en fonction des besoins de la personne publique dans les limites contractuelles (maximum) du marché.

## **1.6 Durée du marché – Délais d'exécution**

### **1.6.1 Durée du marché**

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

**La durée de validité et d'exécution du marché commence à courir à compter de sa date de notification pour une période initiale de 2 ans (24 mois).**

**Le marché peut être reconduit une (1) fois pour la part à bons de commande pour une nouvelle période d'un an, sans que la durée totale de validité et d'exécution du marché ne puisse dépasser trois (3) ans.**

**La reconduction est tacite** et le titulaire du marché ne peut s'y opposer.

Le Pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins trois mois (3 mois) avant la fin de la durée de validité du marché (à savoir, avant la fin de la période en cours) s'il veut refuser la reconduction du marché et donc le dénoncer. Cet écrit est alors adressé au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision.

### **1.6.2 Délais d'exécution**

**A titre indicatif, les interventions de conservation-restauration pourront démarrer en juillet 2025 pour se finir au plus tard fin juin 2026.**

**En cas de dépassement de ces dates du fait du musée du Louvre, le représentant du pouvoir adjudicateur transmettra une nouvelle date limite à laquelle les prestations devront être terminées, sans contrepartie financière.**

**S'agissant des prestations de la part à bons de commande (prestations de conseil, suivi et prestations complémentaires de conservation-restauration pour les interventions de remontage) celles-ci pourront démarrer au second semestre 2026.**

Notification prévisionnelle du marché : MI JUIN 2025.

## **1.7 Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire**

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre, ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par le département des Art de l'Islam.

Les collections sont sous la responsabilité de Souraya Noujaim directrice du Département des Arts de l'Islam.

Le suivi des opérations est assuré par la responsable de la coordination des restaurations du DAI, Judith Henon-Raynaud et la responsable scientifique des collections Charlotte Maury.

Les espaces et le bâtiment du CCL sont sous la responsabilité de Marie-Lys Margueritte, directrice déléguée du CCL. Le titulaire s'engage à respecter le règlement intérieur du musée du Louvre et le règlement de fonctionnement du CCL.

En cas de question sur l'avancée du chantier ou de nécessaire ajustement du présent document par rapport aux contraintes du terrain, le prestataire doit s'adresser en priorité aux référents du département et en cas d'absence de leur part, à la représentante du service de la régie des œuvres du CCL.

Pour toutes les questions relatives aux équipements des ateliers, au matériel, aux espaces, aux renforts des installateurs, le prestataire aura au sein du SRO du CCL pour interlocutrice privilégiée Madame Eleonora Canu.

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Le titulaire s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Il est expressément entendu que les personnels des titulaires demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

## **1.8 Sous-traitance**

La sous-traitance s'exerce selon les conditions stipulées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le

titulaire doit remettre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'EPML le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est également tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. En cas de non-respect de cette obligation dans le délai prévu à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS, il s'expose aux pénalités prévues audit article du CCAG/FCS.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

## **1.9 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)**

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écocgestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ([www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr))
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECE - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,



- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

#### **1.10 Données personnelles**

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaire. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du contrat.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui le concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à [donneespersonnelles@louvre.fr](mailto:donneespersonnelles@louvre.fr) ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

#### **1.11 Modification du contrat**

Le cas échéant, le marché pourra être modifié par avenant signé des deux parties dans les conditions prévues notamment par les articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement,
  - son annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires
  - ses éventuelles autres annexes (Acte spécial de sous-traitance le cas échéant, etc.)
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes : 01-Etude préalable, 02-Détail des œuvres et interventions, 03-Schéma des éléments à restituer, 04-résultats prélèvements, 05-Résultats OCT. Des photos HD d'ensembles et de détails seront communiqués aux candidats sur demande (cf Règlement de consultation).

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS\*), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant traité à prix global et forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans le présent CCP et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- l'ensemble des textes législatifs et réglementaires\* qui s'applique au présent marché,
- l'offre technique du titulaire, dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels,

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique<sup>1</sup>, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Les textes applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du présent marché.

*\* Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.*

## ARTICLE 3 – INTERVENANTS

Les personnels des titulaires et de leurs sous-traitants déclarés et acceptés par la personne publique, sont soumis aux dispositions suivantes. Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

### 3.1 Qualification des intervenants

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché avec une équipe qualifiée notamment au regard de l'article R452-10 à 13 du code du patrimoine, et employée par lui ou par ses sous-traitants.

<sup>1</sup> Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

Dans le mémoire technique joint à son offre, le titulaire présente, à l'acceptation de la personne chargée de la conduite du présent marché, son projet d'organisation en indiquant en particulier :

- la composition de l'équipe constituée (présentation de chaque membre/complémentarité des compétences, qualifications et diplômes),
- la répartition des interventions entre les intervenants dans le cadre d'un planning.

### **3.2 Modification concernant les intervenants**

#### **3.2.1 Garantie de continuité des prestations**

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses particulières et aux documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du présent marché. En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de ceux-ci.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur. Le titulaire prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

#### **3.2.2 Comportement des intervenants**

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement :

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer et de manger dans tous les locaux de l'établissement sans exception ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Par ailleurs, l'équipe chargée de l'exécution des prestations doit :

- Porter en permanence et de façon ostensible le badge « Louvre » ;
- Être en mesure de produire les documents nécessaires en cas de contrôle de l'inspection du travail sur le chantier.

## ARTICLE 4 – DESCRIPTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 4.1 Description des prestations

**Contexte général :** Suite à l'acquisition d'un ensemble de panneaux de bois peints d'époque ottomane, le DAI souhaite procéder à la restauration de cet ensemble et au remontage de certains éléments qui composent une chambre de réception afin de l'installer au sein de son parcours permanent pour la réouverture du département prévue au printemps 2027.

Une étude préalable conduite en 2024 (voir annexe 01) a permis de comprendre la position initiale de chaque élément ainsi que d'identifier les pièces manquantes à reconstituer. Les panneaux ont fait l'objet d'une anoxie ainsi que d'analyses avec le C2RMF (voir annexes 04 et 05). Le département souhaite procéder à un remontage proche de l'original et permettre également un accès partiel ou total à l'intérieur de la pièce.

Actuellement, les œuvres à traiter se composent de deux groupes. Le premier provient de la chambre à reconstituer et se compose de six panneaux, auxquels peuvent être associés plusieurs éléments actuellement dissociés : 4 planches verticales, 2 écoinçons, 2 traverses, 1 montant et 3 panneaux. Afin de procéder à ce remontage, plusieurs éléments sont à créer (voir annexe 03). Le second groupe se compose de 11 bandeaux qui n'ont pas la même provenance.

Pour la description détaillée de chaque élément voir annexe 02.

#### ***4.1.1 Description des prestations pour la part forfaitaire***

**Les interventions de conservation-restauration sur l'ensemble de panneaux de bois peints d'époque ottomane incluent les prestations suivantes, prévues au forfait :**

##### **Prestations attendues sur la structure**

- Nettoyage du revers de panneaux à sec
- Consolidation des zones dégradées et/ ou fragilisées
- Démontage des éléments mal positionnés et réassemblage avec leur ensemble d'origine.
- Collage des fentes et cassures sur l'ensemble du support
- Ajustage et collage de flipots dans les plans de collage non jointifs.
- Restitution par greffe dans les zones lacunaires
- Dépose et remplacement des maintiens de renforts inappropriés si nécessaire
- Création des éléments manquants (voir annexe 03)

##### **Prestations attendues sur le décor**

- Consolidation des couches picturales
- Retrait du vernis
- Enlèvement des repeints,

- Réintégration des lacunes et usures les plus gênantes.
- Pour les panneaux à créer, restitution de la couleur du fond et, selon les emplacements, du relief et du décor peint.

#### **Autres :**

- Marquage des numéros d'inventaire

Le protocole et le niveau d'intervention doivent être validés par l'EPML suite à la réalisation de tests préalables par le Titulaire pour : le retrait du vernis, enlèvement des repeints, la réintégration des lacunes et usures les plus gênantes, et la restitution colorée des panneaux manquants.

Le détail des interventions pièce à pièce est disponible dans l'annexe 02.

#### **Prestations attendues sur les éléments métalliques**

- Élimination des produits de corrosion.
- Élimination du revêtement de surface en fonction du résultat des analyses (verniss, huile, cire...)
- Stabilisation en fonction de la composition et de l'état de la surface d'origine.
- Application d'une protection de surface

Le détail des interventions pièce à pièce est disponible dans l'annexe 02.

#### **Préconisations de remontage et de conservation préventive :**

Proposer en concertation avec l'EPML un document détaillant un ou plusieurs montages envisageables en tenant compte des contraintes de la salle d'exposition et des fragilités du bien. Faire des propositions de recontextualisation en s'appuyant sur des exemples similaires. Il doit comporter une note technique, des plans ainsi que toute autre information qui semblera importante au Titulaire dans le cadre du remontage.

- Rendu intermédiaire fin novembre 2025.
- Remise des remarques de l'EPML au titulaire fin décembre 2025.
- Remise du rapport final fin février 2026.

#### **Réunions**

- Réunion de démarrage : *½ journée* (comprenant la réunion de lancement des opérations de conservation-restauration, et l'établissement du plan de prévention des risques). La réunion de lancement des opérations aura notamment pour objectif de déterminer le planning des interventions et de préciser les besoins d'espaces, de matériel et de mobilisation des installateurs pour le chantier.
- Réunion de chantier : nombre à proposer par le titulaire suivant son planning d'exécution.
- Réunion de restitution des résultats en fin de chantier

#### **Lieux d'intervention :**

Les interventions seront réalisées dans les ateliers de traitement du Centre de Conservation du Louvre à Liévin (CCL)

Centre de conservation du Louvre-Liévin

17 rue du Docteur Piette

62800 Liévin

Accès, livraisons et horaires de travail au CCL

Le CCL est ouvert de 8h45 à 17h30. L'accès au Centre est possible en dehors de ces horaires, uniquement sur demande préalable expresse et motivée, et après accord du service bâtiment et sécurité du CCL, par mail.

L'accès au CCL est soumis au prérequis suivant : le prestataire devra annoncer sa venue au moins 72h à l'avance par mail, en indiquant les noms et identités de tous les intervenants. Le titulaire devra transmettre au plus tard une semaine avant le début des interventions la liste des personnels amenés à travailler sur le chantier, ainsi que les photos au format jpeg, afin de pouvoir établir des badges de circulation nominatifs.

Chaque membre du personnel intervenant (y compris les sous-traitants) doit impérativement produire, à la première demande de badge, un bulletin n°3 de casier judiciaire. Dans le cas où ce document ne serait pas « vierge de toute condamnation » incompatible avec l'exercice de ses missions au CCL, la directrice déléguée du CCL statuera sur son autorisation d'emploi sur le site.

Chaque intervenant devra présenter aux agents de sécurité lors de sa venue sur site des justificatifs d'identité ainsi qu'une copie de l'extrait n°3 du casier judiciaire. Le titulaire est tenu à une obligation de discrétion vis-à-vis des procédures de contrôle des accès.

En vertu de l'article 777 du Code de procédure pénale (CPP), ce bulletin n° 3 doit être réclamé par la personne qu'il concerne, et ne peut, en aucun cas, être délivré à un tiers. En pratique, l'intéressé doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

CASIER JUDICIAIRE NATIONAL, 107 rue du Landreau 44317 NANTES CEDEX 3

Il peut également adresser sa demande en ligne à l'adresse internet suivante :

<https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/>

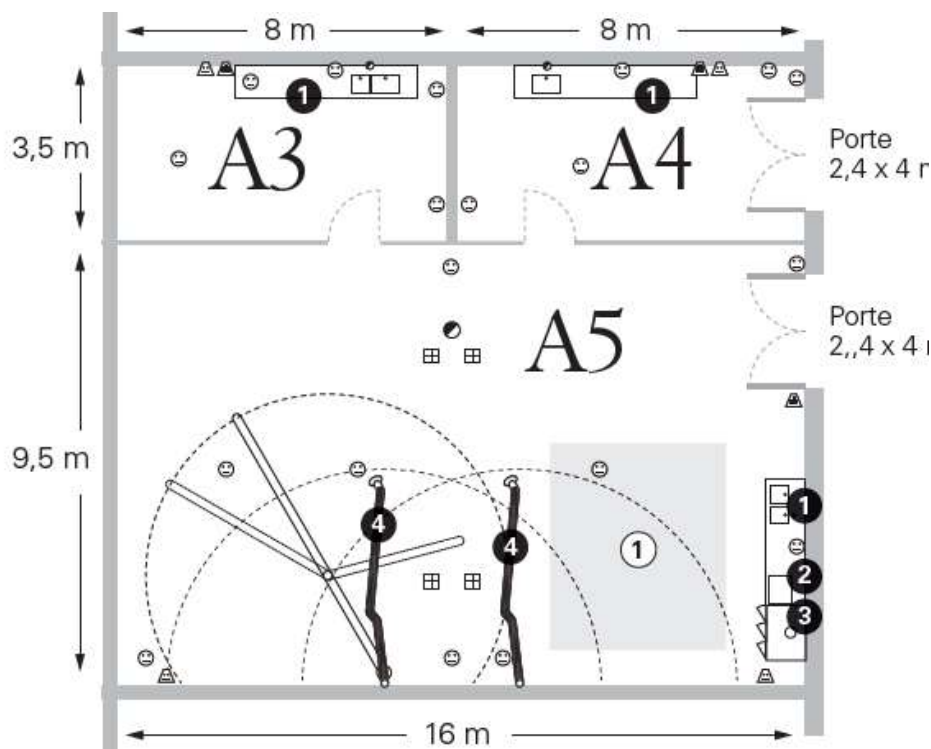
L'accès au Centre de conservation se fait exclusivement depuis l'entrée située au 2 parking Jean-Jaurès. Après s'être annoncé à l'interphone se trouvant en haut des escaliers et avoir pénétré à l'intérieur du bâtiment, un badge nominatif de circulation, un téléphone sans fil (nommé DECT) sont remis, contre une pièce d'identité, pour la journée. Ces deux éléments devant être restitués quotidiennement au PC sécurité au moment du départ (badge à chaque sortie du bâtiment). Le CCL dispose d'un vestiaire et de casiers pouvant être mis à disposition temporairement pour les prestataires le temps du chantier.

Le port visible du badge est obligatoire dans l'enceinte de l'établissement. Il est rappelé que l'accès au site peut être refusé à toute personne ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité. La perte de badge doit être immédiatement signalée à la personne responsable du suivi du marché.

Pour les livraisons de matériel : l'accès au quai de livraison marchandises est possible, sous réserve d'en avoir fait la demande **au plus tard 72h à l'avance, et d'avoir transmis l'immatriculation du véhicule, nom de la société de transport et/ou du-des chauffeurs**. Après déchargement, le véhicule ne peut stationner à l'intérieur de l'aire de livraison, et doit stationner sur le parking public gratuit où se situe l'entrée principale du bâtiment.

Un espace de vie et de repos (équipé de four, four à micro-ondes, réfrigérateur, plaques de cuisson, etc.) commun à tous les personnels et prestataires du CCL est accessible pour le titulaire.

Les prestations seront réalisées dans un atelier d'environ 160 m² (atelier A5).



Surface A5: 160 m<sup>2</sup>

Hauteur sous plafond :  
10 mètres

Eclairage : éclairage naturel avec baie vitrée (orientation Ouest), équipée de stores filtrants + éclairage artificiel LED

Eclairage d'appoint :  
possibilité de mettre à disposition 1 ou 2 lampes d'appoint lumière du jour sur pied à roulettes + 1 lampe-loupe sur pied à roulettes

#### Equipements techniques présents dans l'atelier :

- 2 bras d'aspiration
- 1 sorbonne à solvants + 1 armoire à solvants
- 1 paillasse avec point d'eau (froide adoucie, chaude adoucie ; froide déminéralisée)
- Téléphone fixe (réseau interne uniquement)
- Accès wifi interne Louvre
- Wifi public
- Bureaux et tables de travail avec 1 à 2 PC portables connectés en réseau à la base de données du musée du Louvre (Museum plus)
- Air comprimé
- Prises de courant 230 V 2P+T 10/16 A répartis dans l'espace

Les équipements complémentaires : tables, chaises, armoires grillagées...peuvent être placés dans les espaces de restauration, sur demande au Service de la Régie des Œuvres du CCL.

Les installateurs du CCL peuvent accompagner ou réaliser les manipulations complexes, le titulaire devra exprimer ces besoins dans son offre et les confirmer lors de la réunion de lancement.

**Toutes boissons ou nourritures sont interdites à l'intérieur de l'atelier.**

#### Les livrables :

Le Titulaire devra remettre pour chaque opération et en fonction des demandes de l'EPML, les livrables suivants :

Intitulé du livrable		Caractéristiques du livrable	Modalités de livrable	Délai de transmission
Rapport d'intervention pour l'ensemble de l'opération *		Pdf et word	Transfert numérique par intervention Clé USB à la fin de la part forfaitaire	8 semaines après le dernier jour de l'intervention
Préconisation de Conservation Préventive		Pdf et word	Transfert numérique par intervention Clé USB à la fin de la part forfaitaire	Fin février 2026
Préconisation de remontage		Pdf et word	Transfert numérique par intervention Clé USB à la fin de la part forfaitaire	Fin février 2026
Documentation photographique**		Nommage : Numéro d'inventaire complet (avec extension)_nombre de PDV à décliner	Transfert numérique par intervention et/ou clé USB	8 semaines après le dernier jour de l'intervention

\* Le rapport devra comporter : un constat d'état et un document de synthèse de l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre du chantier, le compte rendu des traitements effectués au cours de l'intervention, avec une documentation photographique de l'état des objets avant, et après traitement ; ainsi que toute autre information qui semblera importante au Titulaire dans le cadre de ce bilan d'intervention.

\*\*A la livraison des clichés, une validation de conformité sera effectuée par les équipes de l'EPML.

#### **Moyens matériels mis à disposition par l'EPML :**

**Outre les installations des ateliers, des équipements complémentaires peuvent être mis à disposition des prestataires, sur demande préalable auprès de la régie des œuvres du CCL :**

- Dessertes, servantes ;
- Tables de travail réglables en hauteur supplémentaires (1x2 mètres) ;
- Tréteaux, trainards, chariots à ridelles, chevalets, etc ;
- Consommables de conditionnement et de conservation tels que mousses, kraft, tyvek, etc ;
- Chaises ;
- Porte-panneaux ;
- Armoires grillagées fermant à clés;
- Escabeaux sécurisés ;
- Desserte à roulettes rangement des petits équipements et fournitures ;



- Lampes sur pied lumière du jour ;
- Divers matériaux de conservation : mousses, tyvek, melinex, bobino crêpé, sachets mini grip, scotch kraft...
- Enrouleurs de câble électrique contenant 4 prises de 16A – 230Volts ;
- Sacs poubelles et poubelles ;
- Récipients de collecte des produits inflammables et dangereux.

#### **Matériel à fournir par le Titulaire :**

Le Titulaire du marché devra fournir tous les équipements et fournitures permettant la bonne réalisation des prestations attendues

Toutes autres fournitures étant proposées par l'EPML en quantité insuffisante ou ne convenant au Titulaire, sous réserve de l'accord de l'EPML. Tous les intervenants devront porter les EPI.

#### **4.1.2 Description des prestations pour la part à commande**

##### **Prestations attendues pour le suivi, le conseil et les prestations complémentaires de conservation-restauration pour le remontage**

Dans le cadre de la remise en espace des panneaux, le prestataire devra assurer, au plus tôt durant le second semestre 2026 et jusqu'à l'installation prévue en 2027, une mission de conseil et de suivi auprès de l'équipe en charge du remontage afin de s'assurer que les propositions de cette dernière permettent une bonne conservation de l'œuvre.

Il devra si besoin assurer des prestations complémentaires de conservation-restauration pour permettre ce remontage.

#### **4.2 Obligation de conseil**

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus à une obligation de conseil sur tous les aspects de la mission. Cette obligation est entendue de la manière la plus large. Le titulaire est notamment tenu d'attirer l'attention de l'EPML sur toutes les difficultés ou questions ressortissant à sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du présent marché.

#### **4.3 Obligation de confidentialité**

Compte tenu du contexte particulier du Musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution des présents marchés, a reçu du Musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution des marchés ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite des marchés de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes

personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le Musée du Louvre à résilier le marché aux torts du prestataire et à ses frais et risque, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Musée du Louvre au prestataire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

#### **4.4 Actions de communication**

##### **4.4.1 PHOTOGRAPHIES ET PRISES DE VUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Le titulaire déclare être informé et accepter que le musée (ou ses partenaires) peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur des prestations de restauration et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le lieu d'exécution des prestations et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le lieu d'exécution des prestations, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le musée (ou ses partenaires) et à transmettre au musée, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le musée et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du chantier de restauration, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant aux prestations de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement des prestations ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du musée. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée des prestations et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;

- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le musée par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le musée de l'intégralité de toute indemnisation que le musée serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le musée devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

#### **4.4.2 PRISES DE VUE OU TOURNAGES SUR LE LIEU D'EXECUTION PAR LE TITULAIRE**

---

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le lieu d'exécution des prestations, sans l'autorisation préalable écrite du musée.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire ne peut organiser aucune action de communication, à l'égard de clients, de journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sans accord préalable du Musée du Louvre. Le titulaire doit saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le musée, le titulaire fournira, sur simple demande du musée, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le musée d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

### **4.5 Rapport d'intervention**

---

#### **4.5.1 Définition du rapport d'intervention**

---

Le titulaire remettra son rapport d'intervention dont le contenu et les modalités de remises sont précisées notamment à l'article 4.1.1.

L'EPML pourra librement et à tout moment utiliser le rapport d'intervention écrit par le titulaire.

#### **4.5.2 Cession des droits**

---

##### **4.5.2.1 Rapport d'intervention**

Le titulaire du marché cède à l'EPML les droits d'exploitation afférents au rapport d'intervention (versions intermédiaire et finale), à titre non exclusif et pour le monde entier, à compter de la signature

du présent marché, pour la durée légale des droits d'auteur fixée par les législations tant française qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Le titulaire du marché cède ainsi à l'EPML le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger et exploiter, notamment par voie de sous-cession, le rapport d'intervention, en tout ou partie.

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de reproduire ou de faire reproduire le rapport d'intervention, sans limitation de nombre, par tous moyens et procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques, ou optiques.

Le droit de représentation s'entend comme le droit de communiquer le rapport d'intervention au public, en tout ou partie, par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques, sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications et tout autre procédé analogue existant ou à venir, par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication, ainsi que dans toutes salles réunissant du public.

Le droit d'adaptation et de modification s'entend comme le droit de modifier ou de faire modifier le rapport d'intervention, et notamment de l'intégrer au sein d'autres œuvres, d'une base de données ou dans tout programme informatique. Ce droit s'exerce dans le respect du droit moral de l'auteur.

La présente cession de droits est consentie par le titulaire du marché à l'EPML pour toute exploitation institutionnelle du rapport d'intervention par l'EPML ou tout partenaire ou prestataire de son choix, et notamment à des fins d'archivage, de documentation, de recherche, d'enseignement, de communication institutionnelle et scientifique, de médiation culturelle, de publications y compris commerciales (journaux, revues, brochures, dossiers, catalogues d'exposition, etc.), dans le cadre de colloques, ateliers ou conférences.

L'EPML s'engage à accompagner toute exploitation du rapport d'intervention par la mention qui lui sera communiquée par le titulaire.

Il est entendu que le prix de la présente cession de droits est inclus dans le prix du marché et ne donnera lieu à aucune rémunération supplémentaire du titulaire par l'EPML.

L'EPML s'engage à respecter le droit de paternité des rédacteurs des rapports et œuvres et seront cités comme auteurs.

#### 4.2.5.2 Photographies

Il est entendu que les prises de vues réalisées par le titulaire sont des opérations purement techniques, ne laissant aucune place à l'originalité. La signature de l'acte d'engagement par le titulaire vaut acceptation expresse de cette condition de réalisation des prises de vues et le titulaire reconnaît que ces dernières ne sont pas couvertes par des droits de propriété intellectuelle.

## **ARTICLE 5 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

### **5.1 Responsabilité juridique**

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès de la personne publique :

- de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence, manquements dans l'exécution du présent marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.
- envers ses employés et les tiers, y compris le personnel de l'établissement public du musée du Louvre, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement des prestations objet du présent marché.
- pour des vols :
  - Commis par son personnel,
  - Commis avec la complicité de son personnel,
  - Par négligence, manquement ou omission à ses obligations professionnelles.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Au stade de l'attribution provisoire, chaque membre du groupement attributaire provisoire devra en conséquence fournir une copie de la police d'assurance par lui contractée, au titre de sa responsabilité civile professionnelle, auprès d'une compagnie d'assurances bénéficiant de l'agrément de l'État, et couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du présent marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

Ce contrat devra préciser :

- le nom de la compagnie,
- les risques couverts, étant précisé que devront nécessairement être couverts les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, ainsi que les dommages aux biens confiés, en lien avec les prestations objet du présent marché,
- les qualifications professionnelles et activités assurées,
- les conditions de garanties,
- les montants des garanties,
- la date d'expiration des garanties,
- le numéro de la police.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **5.2 Plan de prévention**

En application du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, ce chantier nécessite la réalisation d'un plan de prévention entre l'EPML et le titulaire du marché.

A l'occasion de la réunion de début de marché, une visite d'inspection commune, préalable au début d'exécution des prestations sera effectuée.

Lors de cette visite, devront être présents les représentants de l'EPML et le titulaire du marché, afin d'analyser les risques encourus sur le chantier et décider des mesures de prévention à prendre, en rédigeant un plan de prévention.

#### **Le plan de prévention sera rédigé pour toute la durée du marché**

Pour le CCL, une visite d'inspection commune, de préférence le jour du début du chantier sur site, sera effectuée. Lors de cette visite devront être présents les représentants de l'EPML et le titulaire du marché, afin d'analyser les risques encourus sur ce chantier des collections et décider des mesures de prévention à prendre, en rédigeant un plan de prévention.

A cette occasion, le titulaire du marché devra fournir l'ensemble des documents suivants : la liste du personnel ; la copie de toutes les habilitations électriques et/ou de conduite d'engins des personnes intervenant sur site ; la liste des équipements et matériels utilisés et leurs certificats de conformité éventuels ; les coordonnées du médecin du travail ; la liste des produits chimiques (par exemple les solvants) utilisés et leurs fiches de données de sécurité correspondantes.

A l'issue de la visite, le représentant de l'EPML et le titulaire du marché conserveront chacun un (1) exemplaire de ce document et il sera considéré comme étant en application dès son élaboration, même s'il demeure provisoire.

En effet, ce plan sera considéré comme provisoire le temps d'être soumis à l'avis d'experts de l'EPML. Si des modifications sont nécessaires, elles seront intégrées par le biais d'un additif au plan de prévention, et elles devront être appliquées immédiatement par le titulaire du marché. La version définitive de ce plan de prévention et son additif éventuel, une fois signés par la directrice déléguée du CCL, seront envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du marché.

### **ARTICLE 6 – GARANTIE**

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission (selon les modalités décrites à l'article 10 du présent CCP).

Au titre de cette garantie, le titulaire :

- S'oblige à remettre en état à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur ;
- Est reconnu responsable des dommages causés aux biens et aux personnes en raison d'un manquement ou d'une défectuosité de tout ou partie de la prestation, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état que cette dernière ait lieu dans les salles du Musée, au CCL ou dans les locaux du prestataire.

Pendant le délai de garantie, en cas de dégâts ou préjudices liés à des manquements dans l'exécution de ses prestations, le titulaire procède aux réparations qui lui sont imputables après notification d'un ordre de service fixant les délais et modalités de réparations.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## **ARTICLE 7 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **7.1 Forme des prix**

Le marché est traité à prix mixte composé d'une part forfaitaire et d'une part à commande.

### **7.2 Contenu des prix :**

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du présent marché telles que décrites dans le présent CCP.

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. ainsi que toutes taxes comprises.

Ils sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, et comprennent :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais généraux (gestion, secrétariat)
- les frais d'assurance,
- les frais de déplacements, de restauration et d'hôtellerie,
- les réunions et entretiens,
- les comptes-rendus des réunions et entretiens,
- les travaux de secrétariat,
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- la fourniture des matériels et produits, les logiciels, les frais d'outillages, ainsi que les équipements nécessaires à l'exécution des prestations,
- les livrables,
- toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission qui sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

Les prix sont réputés établis sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des conditions d'exécution des prestations. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente aux conditions d'exécution des prestations, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

### **7.3 Variation des prix**

Les prix sont fermes et définitifs durant toute la durée du présent marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (M0). La date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est précisée ci-dessous :

- le mois de remise des offres (date limite de remise des offres) ;
- ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.



Les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la d'établissement du prix initial (M0) et la date de début d'exécution des prestations, dans les conditions définies aux articles 10.1.2 du CCAG/FCS, R2112-11 et R2112-12 du code de la commande publique. Pour l'application de l'actualisation, les indices à prendre en compte sont les suivants :

- ICHT-M : (activités spécialisées scientifiques et techniques) : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Charges seules - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001582828 ;

Les valeurs à prendre en compte sont les dernières valeurs lues/publiées à la date d'établissement du prix initial (mois M0) et à la date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

## ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT

### 8.1 Modalités de règlement

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement. Les règlements s'effectuent par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du code de la commande publique, tout commencement dans l'exécution des prestations ouvre droit au versement d'acomptes.

#### **Pour la part forfaitaire :**

Dans le cas où la durée d'exécution serait supérieure à un mois, le règlement des sommes dues au titulaire sera effectué par acomptes mensuels suivant l'avancement des prestations. Le dernier acompte sera réglé à l'admission par l'EPML du rapport d'intervention final.

En outre, en application de l'article 11 du CCAG/FCS, le titulaire pourra, le cas échéant, au regard de l'avancement réel des prestations, après constat de la personne en charge de la conduite du marché, faire production d'une demande d'acompte correspondant à une fraction de l'étape correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations réalisées.

**Pour la part à bons de commandes :** le paiement des prestations sont réglées après l'admission des prestations du bon de commande et sous forme de paiements partiels définitifs.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la commande publique (CCP), l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R2162-5 du CCP, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

En tout état de cause, les prestations ayant donné lieu à un bon de commande passé avant la fin du marché pourront s'exécuter au plus tard 3 mois après la date d'échéance du marché, compte tenu du temps nécessaire à la prise en charge, la réalisation, les vérifications et la mise en œuvre des commandes.



Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans le délai fixé à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

L'autorité habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou la(les) personne(s) désignée(s) à cet effet.

## **8.2 Modalités de paiement**

Les demandes de paiement mentionnent :

- les noms, adresse et n° du SIRET du titulaire
- les références bancaires,
- la date,
- le numéro d'inventaire de l'œuvre traitée,
- le détail des prestations effectuées,
- le montant H.T.,
- le taux et montant de la T.V.A.,
- le montant TTC,
- les références du marché,
- les références de l'engagement juridique,

Les demandes de paiement sont établies par le titulaire après admission des prestations selon les modalités prévues à l'article 10 du présent document.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent C.C.P. Le règlement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

Le montant du règlement est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

En cas de paiement séparé, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le titulaire doit en avertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

## **8.3 Adresse d'envoi des demandes de paiement**

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
  - Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
  - Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

**Le cas échéant, en cas d'impossibilité d'utilisation du système chorus pro, les factures peuvent être adressées à :**

Musée du Louvre

Direction Financière, Juridique et des Moyens - Service de l'exécution budgétaire

75058 Paris Cedex 01

[DFJM-SDE-CENTRAL@louvre.fr](mailto:DFJM-SDE-CENTRAL@louvre.fr)

**N.B** : mettre en copie du mail : [margaux.gomes@louvre.fr](mailto:margaux.gomes@louvre.fr)

#### **8.4 Délais de paiement - Intérêts moratoires**

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du Titulaire dans le contrat.

Le délai global de paiement du Titulaire est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, par l'E.P.M.L. Les modalités de règlement du Titulaire sont soumises aux dispositions du

décret n°2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ainsi, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu au présent article ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement et fait courir de plein droit des intérêts moratoires au profit du Titulaire, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement.

Le taux d'intérêt moratoire applicable correspond au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **8.5 AVANCE**

Une avance peut être accordée à l'entrepreneur, sauf refus exprès de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

L'article R.2191-3 du CCP dispose qu'une avance doit être accordée « au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois ».

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS : Le taux est fixé à 5%. Néanmoins, conformément à l'article R. 2191-7, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément à l'article aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

## **8.6 TVA**

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

## **8.7 Paiement des co-traitants**

En cas de groupement d'entreprises, le titulaire « mandataire du groupement » fait parvenir au Musée du Louvre, en double exemplaire (l'original et la copie), les factures de son ou ses co-traitant(s), qu'il aura préalablement validées.

Ces factures sont adressées aux coordonnées indiquées à l'article 8.3 du présent CCP.

## **8.8 Paiement des sous-traitants**

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée lors de la remise de l'offre, l'article 7 de l'Acte d'engagement devra indiquer les sommes qui seront réglées respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels ayant droit au paiement direct.

Dans le cas où la sous-traitance est déclarée en cours d'exécution du marché, le titulaire devra se conformer aux formalités précisées à l'article 1.8 du présent CCP.

## **ARTICLE 9 – CESSION OU NANTISSEMENT**

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique<sup>2</sup>, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

## **ARTICLE 10 – OPERATIONS DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET DE CONTROLE**

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, la vérification des prestations se déroule comme suit.

Les opérations de vérification qualitative et quantitative seront effectuées par les personnes en charge du suivi du marché. Elles procéderont à un examen détaillé de l'ensemble de l'opération :

- Régulièrement en cours de marché à l'occasion avec de visites ponctuelles en fonction de l'avancée des restaurations
- à l'issue des opérations de vérification, qui interviennent après la remise du rapport d'intervention de l'ensemble de l'opération et sont d'une durée maximale de 15 jours calendaires, au terme de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission ou d'ajournement.

Le titulaire s'engage à signaler par écrit et sans délai au conservateur du Département, toute dégradation touchant les œuvres, survenue au cours de l'exécution des prestations.

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles ont pour objectif de contrôler que les fournitures, prestations et services fournis par le titulaire de chacun du marché présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de qualité attendues par l'EPML.

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et suivants du CCAG/FCS afin de s'assurer que la prestation est réalisée dans les formes du marché (respect des objectifs qualitatifs et objectifs quantitatifs des pièces contractuelles). Les contrôles portent sur l'ensemble des prestations et l'ensemble des lieux d'exécution.

---

<sup>2</sup> Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

Conformément à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la (aux) personne(s) chargée(s) de la conduite des prestations.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS :

Conformément à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications (restauration et dossier d'intervention final).

A l'issue de l'exécution des prestations, l'une des personnes chargées de la conduite du marché vérifie que celles-ci sont conformes aux conditions du marché. L'EPML et ses représentants pourra également procéder à un examen détaillé de l'œuvre régulièrement en cours de marché, à l'occasion des points techniques ou scientifiques ou de visites ponctuelles à la demande du département des Peintures.

A l'issue des opérations de vérification qui interviennent après réalisation complète des prestations de restauration et remise du dossier d'intervention final, l'une des personnes chargées de la conduite du marché notifie au titulaire, **dans un délai de 15 jours** :

- **L'admission des prestations** : lorsque les prestations de restauration sont entièrement achevées, qu'elles répondent aux stipulations du présent marché, et que le titulaire a remis le rapport détaillé prévu à l'article 4.1.
- **L'ajournement** : lorsque les personnes chargées de la conduite du marché estiment que l'admission ne peut être prononcée que moyennant certaines mises au point. Dans ce cas, il indique au titulaire les mises au point à effectuer dans un délai qu'il prescrit.
- **L'admission avec réfaction des prestations** : lorsque les personnes chargées de la conduite du marché estiment que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais présentent des possibilités d'admission en l'état, elles peuvent les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Il prend dans ce cas une décision motivée. Cette décision est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec avis de réception postal. La notification de la décision ne peut néanmoins intervenir qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations.
- **Le rejet des prestations** : lorsque les personnes chargées de la conduite du marché estiment que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elles en prononcent le rejet total ou partiel. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché selon les modalités et le délai fixés par le pouvoir adjudicateur.

Les décisions de réfaction ou de rejet doivent être motivées et font l'objet d'une communication au titulaire, qui sera convoqué et invité à présenter ses explications en vue d'une modification, du retrait ou du maintien de la décision de réfaction ou de rejet.

## ARTICLE 11 – CONSTAT DE DEGRADATION

### 11.1 Procédure de constat de dégradation

Les détériorations ou anomalies dues à la manipulation de l'œuvre sont notifiées au titulaire dans un délai de vingt (20) jours à compter de la prise de connaissance de la dégradation.

Il est alors procédé à un constat d'état destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire. Un modèle de constat d'état sera fourni par le Département.

Les constats sont dressés en trois exemplaires conjointement par l'EPML.

## **11.2 Réparation**

Après constat, le représentant du pouvoir adjudicateur établira un compte-rendu mentionnant les parts de responsabilité ainsi que les différentes prises en charge financières du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur établira, suivant la nature et l'importance des dommages constatés, la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état, prise en charge de la restauration des œuvres ou tout autre élément de bâtiment.

## **ARTICLE 12- PENALITES**

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toute pénalité exigible aux termes du présent article est due par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS les retenues et pénalités ci-après sont encourues, sans mise en demeure préalable et du simple fait de la constatation des retards et manquements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### **12.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout retard dans la réalisation des prestations par rapport au délai d'exécution fixé à l'article 1.6 du présent CCP entraînera des pénalités de **100 euros par jour calendaire de retard, et des pénalités de 50 euros seront appliquées pour absence aux séances de réunion**

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable au Musée du Louvre ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toute pénalité exigible aux termes du présent article est due par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS les retenues et pénalités ci-après sont encourues, sans mise en demeure préalable et du simple fait de la constatation des retards et manquements par le représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION – LITIGES**

### **13.1 Résiliation**

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

### 13.2 Langue, litiges et compétence des tribunaux

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

### ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Articles 4.1
Article 10	Complète les articles 27 à 30

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Articles 4.1
Articles 12, 12.1 et 12.2	Articles 14.1, 14.1.1 et 14.1.3
Article 13.1	Complète l'article 41